

## **Francophile contre vents et marées ? Otto Abetz et les Français, 1930 - 1958**

Barbara LAMBAUER

Institut d'Études Politiques de Paris

**J**'ai rencontré Elisabeth en été 1998, lorsque je rejoignais mon compagnon – devenu mon mari depuis – qui était alors allocataire de recherche au CRFJ. Plongée au milieu de la difficile rédaction de ma thèse de doctorat, c'est au plus tard avec l'arrivée de l'hiver hiérosolomytain – et donc un certain froid pénétrant dans les maisons de la ville, souvent assez mal isolées – qu'Elisabeth m'a proposé de m'installer à un bureau libre au sein de la bibliothèque du Centre. Je lui dois une grande reconnaissance : non seulement pour la place de travail au chaud bien sûr, mais aussi pour cette ambiance à la fois chaleureuse et intellectuellement très stimulante qu'elle, avec Lyse et Marjolaine, a su faire régner dans cet endroit. Évidemment non sans impact bénéfique sur la qualité de mon écriture...

J'ai terminé la thèse dans la nuit du 7 au 8 juillet 2000, quatre semaines avant notre départ de Jérusalem, quatre semaines avant le jour où j'ai vu Elisabeth pour la dernière fois. C'est dire l'étroit lien entre la rédaction de cet immense texte (937 pages) et mes souvenirs d'Elisabeth ; les souvenirs, si agréables, de ce temps passé quotidiennement dans la bibliothèque du 5, rue Shimshon. C'est pourquoi je reviens ici sur ce texte, dont Elisabeth a suivi la genèse avec grand intérêt, en en présentant quelques traits, en parcourant ses étapes.

*Barbara Lambauer*

Au centre de mon travail, le cheminement d'un Allemand, Otto Abetz, personnage illustre du Paris occupé 1940-1944. L'étude commence dans la période de l'entre-deux-guerres. Car né dans une région proche de la France, le personnage ressentit très tôt une vocation pour les relations franco-allemandes de son temps. Débutant son engagement dans l'esprit de l'entente initiée par Briand et Stresemann, il poursuivra son chemin à travers les régimes, de l'Allemagne de Weimar à celle de l'après-guerre, en passant surtout par celle de Hitler.

En 1930, l'intérêt pour le pays voisin amène Abetz à organiser des rencontres de jeunesse allemande et française dans le cadre du *Sohlbergkreis*, association fondée à la suite de la première rencontre sur le Sohlberg, montagne de la Forêt Noire. Progressivement, au fil des années, Abetz sait élargir ses activités d'échange à d'autres groupes de la société française, ceci grâce à l'intermédiaire d'un cercle de jeunes amis issus des milieux intellectuels de la capitale française, et pour la plupart pro-européens convaincus qui disposent d'accès directs dans les milieux politiques à Paris. Si, en 1930, son activité n'est encore guère appréciée par les ministères berlinois, visiblement peu favorables à tout rapprochement entre jeunes Allemands et Français, cette attitude change rapidement à la lumière du succès que rencontrent ses efforts du côté français.

À partir de 1933, la « nouvelle Allemagne », nazie, devant faire face à un isolement croissant, les efforts de rapprochement franco-allemand d'Otto Abetz prennent une toute autre dimension. Lui-même s'accommodant plus ou moins facilement de la nouvelle orientation de son pays, souhaitant surtout poursuivre le dialogue avec ses amis français, il se trouve rapidement pris dans les rouages du nouveau système, pour en devenir assez rapidement lui-même une rouelle utile sur le plan de la politique française du Troisième Reich. Les relations étant bloquées entre Berlin et Paris, il réussit à contourner l'attitude officielle de la France en instaurant un véritable réseau de connaissances et d'amitiés dans divers milieux agissant sur la vie publique française. Ce réseau se solidifie avec la fondation du Comité France-Allemagne (CFA) à l'automne 1935, lui-même issu de la réaction à la fondation quelques semaines auparavant d'une société analogue à Berlin : la *Deutsch-Französische Gesellschaft* (DFG). Les Jeux olympiques de 1936 présentent une première occasion d'implication pour le CFA et la DFG,

les membres du premier étant somptueusement accueillis par la dernière, sous la tutelle, toujours, d'Otto Abetz, qui tire les ficelles dans les deux associations. Ces offensives de charme adressées à des Français, qui continuent de croire en l'opportunité d'une poursuite du dialogue franco-allemand même sous Hitler se multiplient alors ; leurs voyages outre-Rhin comprennent souvent des réceptions par de hauts dignitaires nazis. Ils provoquent en outre un sentiment de « redevabilité » chez les personnes invitées, qui du coup, encouragées par Abetz, s'efforcent à leur tour de lancer des invitations de même nature et de préparer un accueil digne aux Allemands nazis se rendant à Paris.

Notons que les nombreuses proclamations pacifiques effectuées par les dignitaires nazis à de telles occasions et à d'autres servant de bouclier, le régime nazi entame au même moment un vaste programme de réarmement. Mais ce n'est finalement qu'après l'invasion de la Tchécoslovaquie par l'armée allemande en mars 1938 que les activités du CFA sont suspendues par ses membres français. Abetz se précipite à Paris pour assister à l'assemblée générale convoquée en vue de sa dissolution, mais il n'aboutit qu'à ce que le Comité soit non pas dissolu mais seulement mis en sommeil. S'empressant d'autre part, au cours d'autres séjours dans la capitale française, de diffuser des informations et rumeurs sur la détermination allemande en ce qui concerne la question de Dantzig, il est finalement invité par le gouvernement d'Édouard Daladier à quitter sans délai le territoire français. Cette quasi-expulsion engendre une véritable crise diplomatique entre Berlin et Paris, le ministre des Affaires étrangères allemand, Joachim von Ribbentrop, insistant sur une levée de l'interdiction de séjour touchant celui qui est devenu son meilleur spécialiste des questions françaises.

La question se trouve suspendue avec la déclaration de guerre entre la France et l'Allemagne, qui intervient quelques semaines après l'expulsion d'Abetz. Celui-ci trouve alors rapidement une nouvelle activité consistant en une œuvre de désagrégation de l'opinion publique en France, orchestrée désormais depuis Berlin. Pour ce faire, il fonde le *Frankreichkomitee*, composé de collaborateurs allemands et français, ainsi que de membres de l'*Auswärtiges Amt* (le ministère des Affaires étrangères allemand). Son travail passe par la diffusion de tracts (avec le concours de la *Luftwaffe*) et d'émissions radiophoniques (par *Radio Stuttgart*) en direction de la France.

C'est en gros avec la même équipe que, lors de l'occupation allemande de Paris à la mi-juin 1940, Otto Abetz s'installe dans les locaux de l'ambassade d'Allemagne, rue de Lille. Se trouvant initialement placé en concurrence avec les services militaires, Abetz déploie de multiples initiatives et prises de contact pour marquer son terrain et affirmer ses prérogatives. Son premier but est de se faire l'interlocuteur privilégié du gouvernement français replié à Vichy. Pour y arriver, il reçoit bon nombre de ses connaissances d'avant-guerre, prêtes à jouer le rôle d'intermédiaire, parmi elles notamment Jean Luchaire, Jean Fontenoy et Bertrand de Jouvenel. Grâce à ces derniers, il prend contact avec Pierre Laval, vice-président du Conseil, qui, par la suite, lui offre en effet des possibilités d'une prise d'influence sur le gouvernement.

Mais une telle influence, de première importance pour la politique d'occupation allemande, doit évidemment être assurée au mieux. Les rapports directs avec le gouvernement français sont essentiels mais pas suffisants. C'est ainsi que parallèlement, Abetz, nommé ambassadeur au début du mois d'août 1940, suscite la fondation d'organes de presse, puis, à partir de 1941, de formations politiques en zone occupée, destinés à faire contrepoids à Vichy. Un personnage clef pour les courants politiques et médiatiques rayonnant autour de l'ambassade semble être Marcel Déat, fondateur, au début 1941, du Rassemblement national populaire. Le réseau politique, culturel et de presse qui se construit autour de l'ambassade à partir de 1940 forme une véritable « contre-France » en zone occupée, composée principalement d'hommes attirés par la dynamique perçue dans le national-socialisme et frustrés par l'esprit réactionnaire qu'incarne Vichy. Ce « contre-monde » est un moyen de pression efficace sur Vichy, dont l'aspiration au rétablissement de la souveraineté française sous l'égide du Maréchal est évidente.

En encourageant les courants « indépendants », voire opposés à Vichy, les services d'Otto Abetz ne sont certes pas les seuls ; ils se trouvent en concurrence directe avec les services de Joseph Goebbels, la *Propaganda-Abteilung* et ses *Propaganda-Staffeln*, intégrés dans les services du commandant militaire allemand en France. Ainsi, les premiers mois de son séjour parisien sont exploités par Abetz pour démontrer à ses maîtres (Ribbentrop et Hitler) dans quelle mesure lui et seulement lui est capable de s'entendre avec les Français, au bénéfice du Reich. De fait, les

bons rapports établis avec Pierre Laval lui permettent de jeter les bases d'une collaboration qui ne peut que séduire Berlin. Peu de semaines après son arrivée à Paris, l'ambassadeur signale déjà la possibilité de se servir des autorités françaises pour l'application des mesures allemandes, y compris et notamment celles devant lesquelles les services militaires reculent au vu des dommages probables qu'elles occasionneront pour l'image de l'armée allemande sur le plan international.

Vis-à-vis de ses interlocuteurs français, qu'ils viennent de Vichy ou de la zone occupée, il se montre tout à fait francophile et soucieux d'apaiser le régime d'occupation. C'est sous cette apparence qu'il peut se permettre de donner de « bons conseils » relatifs aux questions franco-allemandes, qui sont encore en grande partie traitées par la Commission d'armistice de Wiesbaden et non pas à Paris. De fait, ses recommandations ne ratent pas leur effet : c'est ainsi qu'au cours de l'automne 1940, plusieurs affaires traitées sans succès à ladite Commission lui sont confiées pour être discutées et résolues - positivement - avec Pierre Laval. Parmi ces affaires figurent la cession à l'Allemagne des mines de Bor, de l'or de la Banque national de Belgique et même de l'agence Havas. Dans cette logique, l'ascension indéniable d'Otto Abetz se trouve étroitement liée à la personne de Pierre Laval, leur relation quasiment amicale devenant un axe central de la collaboration. Ainsi s'explique aussi la réaction virulente de l'ambassadeur au renvoi de ce personnage par le maréchal Pétain en décembre 1940, au point de paralyser par la suite les rapports franco-allemands à tous les niveaux. Cependant, la présence en zone occupée d'un Laval libre de toute obligation envers Vichy s'avère rapidement un atout précieux pour faire pression sur les Français. Et dans la capitale de l'Etat français on cède effectivement en partie à la pression : un nouveau gouvernement est fondé, certes non pas sous la direction de Pierre Laval, mais sous celle de l'amiral Darlan, qui s'engage aussitôt sur la voie d'une collaboration économique et militaire dont certains notent qu'elle va bien plus loin que celle entreprise par son prédécesseur. L'empressement de l'amiral Darlan, qui vise le redressement politique de la France vaincue pour lui assurer une place d'honneur dans l'Europe allemande (aspiration exploitée par Abetz dans diverses affaires pendantes) fait certes écho à une volonté analogue de la part de celui-ci, mais leurs efforts communs ne se voient « couronnés » que par l'échec retentissant des Protocoles de Paris en juin 1941; échec dû aux réticences présentes à Berlin tout

comme à Vichy. Les négociations militaires semblent reprendre à la fin 1941, après plusieurs mois marqués par un raidissement auquel le remplacement du général Weygand de son poste en Afrique du Nord ne met guère fin. Au début de 1942 enfin, encouragé par le Führer au cours d'un entretien sur la politique française ayant lieu au Quartier Général, Abetz, secondé par Jacques Benoist-Méchin, lance une nouvelle tentative afin d'aboutir à une alliance militaire entre l'Allemagne et la France. Mais face à une nouvelle amélioration de la situation militaire allemande en Afrique du Nord, sa méfiance envers les Français reprenant le dessus, Hitler recule finalement à nouveau en ajournant la décision.

Les rapports franco-allemands se retrouvent une fois de plus bloqués. Pour y remédier, assuré par l'audience dont il jouit auprès du Führer, Abetz estime le moment propice pour arranger un retour de Pierre Laval au gouvernement. Dépassant ainsi clairement les instructions de son propre ministre, qui y est toujours très défavorable, l'ambassadeur ne l'informe qu'une fois l'œuvre accomplie. L'erreur est capitale pour la carrière d'Otto Abetz : en 1940, son ascension se trouvant liée à Pierre Laval, il en est de même en ce qui concerne sa chute en 1942. S'y ajoute « l'affaire Giraud » après l'évasion du général français, puis les conflits entre l'ambassadeur et le *Gauleiter* Fritz Sauckel, venu en France afin de recruter des travailleurs pour les usines d'armement en Allemagne. La dernière tentative d'alliance militaire après le débarquement anglo-américain en Afrique du Nord de novembre 1942 n'est alors plus qu'un jalon parmi d'autres dans ce chemin de retour à Berlin de l'ambassadeur. À la fin novembre 1942, il est révoqué parce qu'il est devenu l'avocat de Pierre Laval auprès de son ministre : demander la constitution d'un front politique unique destiné à appuyer le chef impopulaire du gouvernement français, c'en est définitivement trop pour Ribbentrop, qui le rappelle alors sans délai dans la capitale allemande.

Notons qu'Abetz n'est toutefois pas destitué de son poste mais mis au congé - congé qui dure certes un an. Ce rappel est également un avertissement adressé au gouvernement français qui, lors de la crise entourant le débarquement anglo-américain, a fait preuve de mollesse, voire d'ambiguïté, du moins d'une indécision vis-à-vis de Berlin. Un an plus tard, à la fin novembre 1943, l'ambassadeur revient à son poste pour résoudre une nouvelle crise gouvernementale à Vichy, tâche qu'il accomplit avec succès au cours des semaines qui suivent : Pétain met fin

à sa propre suspension d'activités et reprend ses fonctions, alors qu'un nouveau gouvernement, toujours placé sous la direction de Pierre Laval, mais intégrant désormais les courants ultra-collaborationnistes de Paris, est formé. Un débarquement anglo-américain dans l'Hexagone étant jugé imminent, Abetz est également chargé d'assurer le maintien du calme dans le pays. Ce qui l'empêche d'exécuter la troisième mission que lui confie Ribbentrop, pourtant chère à ce dernier : l'établissement de vastes listes de dissidents politiques français à arrêter.

Si Abetz est ainsi réticent à dénoncer de hautes personnalités françaises dissidentes quelques mois avant le débarquement allié, il l'est toujours beaucoup moins, et ceci dès 1940, en ce qui concerne ceux qu'il désigne comme responsables de la guerre : notamment les hommes politiques de la Troisième République, avec à leur tête Léon Blum, Paul Reynaud et Georges Mandel (qui le paie de sa vie en 1944), et, à titre général, les Juifs. En ce qui concerne ces derniers, Abetz se montre tout à fait empressé et digne de ses maîtres : les premières initiatives en vue de la persécution des Juifs en été 1940 émanent effectivement de lui, alors qu'il est à peine installé dans ses services rue de Lille. Il semble prendre très au sérieux les paroles de Hitler qui, au début août 1940, lui fait part de ses objectifs en la matière : jusqu'à la fin de la guerre, « purifier » l'Europe de ses Juifs. En France, l'armée allemande se montrant réticente à s'exécuter dans le domaine, Abetz trouve la solution : la « collaboration », ce qui signifie en la matière que l'occupant fournit le « know how » et que l'occupé le met en œuvre. La méthode est appliquée pour la première fois avec les aryanisations d'entreprises juives à partir d'octobre 1940 et se met réellement en place au printemps 1941, avec la fondation par le gouvernement français du commissariat général aux questions juives. Dès le début, un comité composé de représentants de l'ambassade, de la police allemande et des services militaires garde fermement en main les agendas du nouveau commissaire, alors qu'Abetz lui-même agit auprès de Darlan en la matière. Ainsi, ce sont les autorités françaises qui exécutent les mesures pour la plupart inspirées par l'occupant. La responsabilité de la guerre étant attribuée aux Juifs, Abetz, amateur d'art, vise aussi leurs biens, notamment des œuvres d'art : sur ordre de Hitler, il prend soin à en « mettre en sécurité » bon nombre, en se servant d'ailleurs des appartements des Rothschild pour meubler son ambassade.

*Barbara Lambauer*

Vu sa grave implication dans de nombreuses mesures de persécution et d'exploitation en France, on est donc loin de pouvoir parler d'un apaisement du régime d'occupation fréquemment attribué à l'ambassadeur. Grâce à une certaine conception de « collaboration » (qui est évidemment unilatérale) et grâce tout de même à certaines modérations dans le régime d'occupation pendant ses premières années (qui restent tout à fait relatives), Abetz sait limiter les résistances françaises contre l'Allemagne. Son « jeu de la collaboration » rend possible ce qui, *a priori*, devait être improbable : le gouvernement, l'administration et la police tout comme l'économie d'un pays occupé sont activement enrôlés dans la gestion d'occupation et de guerre allemande.

BARBARA LAMBAUER a étudié à l'Université de Graz (Autriche) et à l'Institut d'Études Politiques de Paris. Elle a soutenu une thèse de doctorat portant sur Otto Abetz et son engagement franco-allemand de 1930 à 1958. Son ouvrage *Otto Abetz et les Français ou l'envers de la Collaboration* (Fayard 2001), issu de cette recherche, a obtenu le Prix "Eugen Colas" de l'Académie française. Elle est actuellement historienne à l'Institut d'Études Politiques (Paris). [blambauer@hotmail.com](mailto:blambauer@hotmail.com)